



LE NOUVEL ESPRIT PUBLIC

Philippe Meyer

(ISSN 2608-984X)

COMPTE-RENDU ANALYTIQUE DE L'ÉPISODE N°470 (30 AOÛT 2026)

L'IRAN

L'IRAN, AVEC BERNARD HOURCADE

Introduction

Philippe Meyer :

Pour cette émission thématique consacrée à l'Iran nous accueillons Bernard Hourcade, géographe, directeur de recherche émérite au CNRS et ancien directeur de l'Institut français de Recherche en Iran de 1978 à 1993.

Grand comme trois fois la France, peuplé de 92 millions d'habitants, riche de pétrole et de gaz, l'Iran est soumis depuis 1979 au régime théocratique des mollahs, de plus en plus contesté dans la population. En 2022, avec le mouvement Femme, Vie, Liberté après la mort de Mahsa Amini, causée par des violences lors de son arrestation par la police des mœurs pour « *port de vêtements inappropriés* ». En 2026, par des manifestations contre la situation économique dans plusieurs villes manifestations réprimées dans le sang.

Le 28 février, la guerre lancée par Israël et les Etats-Unis contre l'Iran a tué dès le premier jour le Guide suprême, Ali Khamenei, et un certain nombre de cadres du régime. Désormais, pour la première fois depuis l'avènement de la République islamique en 1979, toutes les nouvelles figures clefs du pouvoir sont issues des Gardiens de la révolution, l'armée d'élite du régime. Tandis que son fils le nouveau guide, Mojtaba Khamenei, nommé le 8 mars, a disparu de l'espace public, alimentant les doutes sur le fait qu'il soit encore en vie ou en état de gouverner, c'est un ancien Gardien de la révolution Mohammad Ghalibaf, le président du Parlement qui s'impose comme une des figures centrales du pouvoir. Mais c'est la nomination, le 24 mars, d'un dur, Mohammad Bagher Zolghadr à la tête du Conseil suprême de sécurité nationale qui signale un virage radical. Ces nouvelles figures clefs du régime iranien témoignent-elles d'un

glissement d'un régime théocratique à une dictature militaire ? C'est une des questions que nous soumettrons à notre invité.

Notre invité qui explique que, mal connue en Occident, la société iranienne est schématiquement composée de trois groupes. Une minorité - environ 10 % à 15 % - qui soutient activement le régime. Une autre minorité, entre 20 % et 30 %, qui s'oppose frontalement au système et qui a déjà courageusement manifesté à plusieurs reprises. Entre les deux, une majorité silencieuse, probablement autour de 50 % à 60 % de la population qui souhaite un changement profond, mais surtout la stabilité et ne veut ni la guerre civile, ni le chaos. Confrontée aux effets de la guerre, la population fait face à une inflation record - selon les données du Centre statistique d'Iran, le taux d'inflation sur douze mois a atteint 50,6 % au 20 mars (date de la fin de l'année iranienne), soit le niveau d'inflation annuelle le plus élevé jamais enregistré à cette échéance depuis quatre-vingt-deux ans. La guerre entraîne également des pertes d'emploi et une répression politique renforcée. Plus aucune semaine ne s'écoule sans que plusieurs exécutions aient lieu. Depuis le 28 février, au moins 14 prisonniers accusés de délits politiques ou sécuritaires ont été exécutés.

L'Iran est-il passé à une dictature militaire ? Et quelle est la signification du titre de votre dernier ouvrage, « *Iran, paradoxes d'une nation* » ?

Bernard Hourcade :

Merci de m'avoir invité à discuter de sujets souvent censurés. Il est difficile de parler de l'Iran de façon calme, nuancée : habituellement tout est tranché, blanc ou noir. Je suis géographe, et j'ai passé ma vie à observer les réalités concrètes, à faire des atlas, à comprendre comment vivent les populations et quelles sont leurs caractéristiques. J'ai travaillé sur l'atlas de l'Iran, celui de Téhéran. Ce programme de l'université de Téhéran est d'ailleurs en ligne. Lorsque le nouveau maire de Téhéran, M. Ghalibaf, est arrivé en 2017, il a interrompu mon programme de recherche : seul le volume 1 est paru, pas le volume 2. J'espère que, devenu chef de l'État, il nous autorisera à reprendre ces travaux avec nos collègues de l'université de Téhéran dans un Iran pacifié. Mais fermons la parenthèse.

On parle d'un régime *théocratique*, mais je ne le crois pas. Dieu est au-dessus de cela. Il s'agit d'un régime *clérical* tenu par le clergé chiite, qui prend la religion en otage. Au sein même du clergé, les divisions sont profondes : certains ayatollahs croient en Dieu, d'autres utilisent la religion au service d'une logique de pouvoir. Ces tensions traversent le chiisme, avec une opposition forte entre le centre religieux de Téhéran et les grandes autorités de Nadjaf et Kerbala en Irak. Le qualificatif de théocratie est commode, car en Iran le vocabulaire religieux — Dieu, le chiisme — sert à imposer des normes. Il y a eu une « fascination pour l'islam ». Lorsque Khomeiny arrive au pouvoir en 1979, ce n'est pas seulement un dirigeant : c'est une figure hors norme qui focalise toute l'attention. Dès lors, tout est expliqué par le prisme de l'islam politique. Les autres grilles d'analyse — marxisme, lutte des classes, décolonisation, libéralisme, aspirations à la liberté — sont éclipsées. L'islam politique a stérilisé le débat : il fallait tout expliquer par lui, en Iran comme ailleurs.

Cette fascination a aveuglé l'analyse. Aujourd'hui, avec l'élimination physique d'une partie du clergé et notamment du guide de la République islamique, on conclut immédiatement à la fin de la théocratie et à la prise de pouvoir par les Gardiens de la révolution. Mais là encore, on utilise des catégories globales et simplificatrices. « Les Gardiens de la révolution », comme « le peuple » ou « les mollahs », ne désignent pas une réalité homogène. Il s'agit d'un ensemble d'unités très diverses. Dire que tout leur appartient — l'économie, la politique, l'armée, l'idéologie — ne permet pas de comprendre finement la situation. Si l'on veut comprendre ce qui se passe, il faut dépasser ces étiquettes. Mon objectif n'est pas de qualifier ou de stigmatiser, mais d'identifier les dynamiques. Dans toute société, rien n'est jamais figé. Il existe toujours des mouvements, des tensions, des évolutions. La question d'une dictature militaire peut se poser, mais ce qui m'intéresse, c'est d'observer concrètement comment fonctionnent ceux qui exercent le pouvoir. Par exemple, Ahmadinejad avait autorisé mes collègues de l'université de Téhéran à travailler sur la mairie pendant six ans. Puis une nouvelle phase politique m'a interdit de poursuivre ces recherches. Le nouveau responsable est lui-même professeur de géographie : j'en tire l'espoir qu'il rouvrira ces espaces de travail. C'est une boutade, mais pas totalement. Au fond, l'Iran n'est ni une théocratie pure, ni une dictature militaire simple, ni une société homogène aspirant à un modèle occidental. Toutes ces dimensions coexistent. Il faut en analyser les interactions, les paradoxes et les contradictions.

Béatrice Giblin :

Partons de la situation actuelle : ce matin (*Ndlr : 12 avril 2026*) on apprend que les négociations sont rompues. Après 21 heures de discussion, on n'obtient pas la reddition souhaitée des Iraniens, ce qui était sans doute prévisible. La question est donc celle de l'utilité de ce round de négociations, qui ne pouvait pas aller très loin. Qu'en attendaient les représentants iraniens, présents en nombre ? Cela reflète-t-il une situation extrêmement difficile pour l'Iran, malgré le discours

officiel affirmant qu'ils ont résisté aux États-Unis, qu'ils utilisent le détroit d'Ormuz, ce qui constituerait déjà une forme de victoire, et qu'ils ne sont pas si isolés puisqu'ils ont la Russie et la Chine ? Qu'est-ce que cela nous dit de la situation réelle ? Vous expliquez que les Gardiens de la révolution ne forment pas une entité homogène, et je vous rejoins. Il existe sans doute des différences générationnelles, entre ceux qui ont fait la guerre Iran-Irak et ceux engagés plus récemment, par exemple en Syrie, ainsi que des écarts entre officiers et sous-officiers. Il y a donc de nombreuses sources de tensions internes. Mais aujourd'hui, dans la perception que l'on en a, que représentent réellement ces Gardiens de la révolution ? Malgré la diversité que vous décrivez au sein de la société iranienne, il nous est difficile, pour ceux qui ne sont pas spécialistes, d'en saisir concrètement les multiples dimensions.

Bernard Hourcade :

On ne va pas discuter de savoir qui a gagné la guerre : les deux l'ont perdue.

J'étais hier au téléphone avec une amie iranienne, que je n'arrivais pas à joindre avant, et c'était le désespoir. Tout est détruit. Elle me disait que, pour la première fois depuis la fin de la guerre, elle était sortie de chez elle : les destructions sont partout. Les frappes ont été « ciblées », mais on vise un commissariat, et c'est tout le quartier qui est rasé. Les prix ont explosé. Mais elle ajoutait quelque chose d'intéressant : dans le métro, tout le monde se parle. Avant, il y avait un silence, on ne se parlait pas dans la rue ; aujourd'hui, il se passe quelque chose.

Les négociations d'hier sont, à mon sens, très importantes. La question clef, c'est la relation entre les États-Unis et l'Iran en tant qu'États. Depuis 1979 et la prise d'otages du 4 novembre, deux États se font face et se combattent. Cet événement survient deux ans après la chute de Saïgon, dans un contexte d'humiliation américaine : des diplomates sont retenus pendant 444 jours, sans morts, ce qui renforce encore le sentiment d'humiliation. S'ensuivent la guerre Iran-Irak, sans vainqueur, puis l'effondrement de l'Irak, le 11 septembre 2001, et

toute une succession de crises qui ont ravagé la région.

Le cœur du problème, c'est la coexistence de deux puissances sur le même espace stratégique : un Iran démographiquement et politiquement majeur au Moyen-Orient, et les États-Unis, première puissance mondiale. Cette rivalité ne peut rester sans issue. Le fait nouveau, c'est qu'ils se sont parlé face à face. Pour la première fois, ils acceptent de reconnaître leur hostilité réciproque tout en affirmant la nécessité de résoudre le problème. C'est en ce sens que je reste, peut-être naïvement, optimiste : ils ont accepté le *principe* du dialogue. Cela prendra du temps, il y a des millions de sujets à traiter. Les délégations étaient nombreuses — 300 Américains, 70 Iraniens — et, au-delà des discussions formelles, il est possible que les échanges informels se poursuivent, dans les hôtels, autour d'un café. Ce qui compte, c'est que les deux États, (pas les deux *régimes*, pas « Trump et les mollahs »), se parlent.

Tous les scénarios restent possibles, y compris les plus sombres, car des acteurs, des deux côtés, ne souhaitent pas d'accord. Trois groupes s'y opposent. D'abord, en Iran, les radicaux du régime, pour qui l'hostilité à l'Amérique est le fondement idéologique du système. Un accord signifierait l'effondrement de quarante ans de République islamique. Pour eux, accepter un rapprochement serait une trahison. La presse radicale, comme le journal Kayhan et son directeur Hossein Shariatmadari, a violemment critiqué le cessez-le-feu et appelé à poursuivre le combat. Ces groupes sont puissants : rappelons que les violences de janvier visaient aussi à provoquer suffisamment de morts pour faire échouer les négociations. Or celles-ci ont continué, ce qui a conduit à une escalade. C'est dans ce contexte qu'a été rapportée une discussion entre Netanyahu et Trump : l'argument avancé était que le régime iranien était affaibli, qu'un petit effort supplémentaire suffirait à le faire tomber. C'est le deuxième protagoniste qui ne souhaite pas d'accord : Israël, qui a fondamentalement besoin d'un ennemi, qui contribue à forger une unité internationale autour de la défense légitime de l'État d'Israël, entouré de forces hostiles. L'Iran est, de ce point de

vue, un ennemi idéal : suffisamment éloigné pour ne pas constituer une menace directe comparable au Hezbollah ou au Hamas, mais assez solide pour incarner un ennemi durable. Israël n'a pas pour objectif premier de faire tomber le régime iranien — si cela se produisait, ce serait une conséquence bienvenue, mais ce n'est pas la stratégie. Ce qu'Israël refuse, c'est l'émergence d'un Iran fort sur la scène internationale. D'ailleurs, une conséquence paradoxale de la situation actuelle est que, en Iran, y compris chez les opposants les plus résolus à la République islamique — royalistes ou nationalistes — émerge l'idée qu'il faudrait acquérir rapidement l'arme nucléaire pour défendre l'intérêt national ...

Une analyse récente de l'Institut israélien d'études stratégiques, publiée il y a quelques jours par un très bon spécialiste de l'Iran, est éclairante. Selon lui, le véritable enjeu n'est pas la République islamique en tant que telle, mais la capacité globale de l'Iran — scientifique, technologique, sociale et politique — jugée supérieure. Israël, petit pays d'environ sept millions d'habitants, malgré sa puissance nucléaire, ne peut pas rivaliser sur ce terrain.

Dans cette perspective, l'objectif israélien ne serait pas seulement de détruire les capacités nucléaires industrielles de l'Iran, mais aussi d'empêcher *tout* développement scientifique dans ce domaine. Cela reviendrait, de manière extrême, à priver le pays de ses capacités de formation en mathématiques et en physique, à stériliser intellectuellement le pays. Une telle ambition est évidemment irréaliste, mais elle traduit une logique : empêcher l'Iran de devenir une puissance capable de peser durablement au Moyen-Orient.

François Bujon de l'Estang :

Vous avez évoqué, à la fin de votre propos liminaire, la question nucléaire iranienne, qui me paraît particulièrement intéressante. Vous avez rappelé que l'affaire des otages américains, détenus pendant 444 jours, a constitué un acte fondateur du régime, notamment en politique étrangère, et que celui-ci se définit d'abord par son anti-américanisme. Mais ce n'est pas sa seule caractéristique. Le

régime proclame aussi la volonté d'effacer Israël de la surface du globe. C'est un cas à peu près unique, même dans le monde musulman : cette volonté est régulièrement réaffirmée. C'est ce qui rend l'effort nucléaire iranien totalement inacceptable. Il y a une sorte de masse critique, pour reprendre une expression nucléaire, entre cette volonté d'effacement d'Israël et la recherche d'une capacité nucléaire militaire. Cela ne peut pas être accepté.

Et je suis frappé par la duplicité de l'Iran dans ce domaine. Vous semblez récuser ce terme, mais il me paraît approprié. C'est le seul cas où un État de cette importance — 90 millions d'habitants — signe le traité de non-prolifération nucléaire, renonçant explicitement à l'arme nucléaire en échange du droit au nucléaire civil, tout en violant ce traité de manière répétée. Installations secrètes, découvertes tardives, programmes clandestins, enrichissement sans rapport avec les besoins d'un programme civil : tout cela est bien documenté. Comment le régime a-t-il pu penser pouvoir mener durablement cette double stratégie ? Revendiquer un droit à l'enrichissement au titre du traité, tout en le contournant, au point de provoquer des crises récurrentes avec l'AIEA et ses inspecteurs ? Ce cas est singulier dans l'histoire de la prolifération. D'autres États — Israël, l'Inde, le Pakistan, la Corée du Nord — n'ont pas signé le traité. Ils ne cherchent pas à se couvrir de cette légitimité : ils développent leurs capacités ouvertement. Comment l'Iran a-t-il pu penser pouvoir « s'en tirer » en combinant une hostilité affichée envers Israël et une violation manifeste des règles du système international de contrôle nucléaire ?

Bernard Hourcade :

C'est au cœur de cette incompréhension de l'Iran, qui combine des logiques apparemment contradictoires. Mais ce n'est pas nécessairement de la duplicité. J'essaie depuis longtemps d'en comprendre la logique, d'en trouver l'« algorithme ». À mes yeux, trois facteurs fondamentaux structurent le fonctionnement du pays.

D'abord, l'*Iran* lui-même : un État ancien, une vieille civilisation, l'un des plus anciens États constitués du monde. C'est un élément de consensus : tous les Iraniens sont Iraniens. Dans le Moyen-Orient, c'est sans doute l'État le plus ancien et le plus structuré.

Deuxième facteur : l'*islam* chiite. L'Iran moderne s'est constitué, dans ses frontières actuelles, au XVI^e siècle avec les Safavides, dynastie turque, qui ont fait d'Ispahan une capitale et ont façonné une identité iranienne autour de la culture persane. Cet élément religieux est indispensable pour comprendre le pays, comme le christianisme l'est pour comprendre la France, indépendamment des convictions personnelles.

Troisième facteur : l'*international*. Depuis la découverte du pétrole en 1908, l'Iran est impliqué dans les grands enjeux mondiaux, économiques et énergétiques. Il est intégré à l'économie mondiale, à la science, à l'éducation, et il a aussi adopté des valeurs universelles comme la liberté ou la démocratie.

Ces trois dimensions, ces trois « *i* » — *Iran*, *islam*, *international* — varient selon les périodes. Sous le Shah, la dimension internationale dominait, avec une forte dépendance aux États-Unis, tandis que l'islam était en retrait. Cet déséquilibre a contribué à la révolution de 1979, qui a remis le facteur religieux au premier plan avec Khomeiny. Mais cela ne signifie pas que l'Iran est devenu islamique à ce moment-là : il l'a toujours été. Simplement, le religieux a pris une place visible et centrale.

En focalisant exclusivement sur l'islam, on oublie les dimensions nationale et scientifique. Or, sur le nucléaire, le programme de la République islamique s'inscrit dans la continuité de celui du Shah, qui comportait déjà une dimension militaire. Akbar Etemad, fondateur du programme nucléaire iranien, le rappelait lui-même : pour lui, il n'y avait rien à négocier sur le nucléaire, car il s'agissait d'un attribut de souveraineté nationale.

Le nucléaire iranien n'est pas dirigé prioritairement contre Israël. Évidemment, le discours islamiste affirme une hostilité radicale, mais du point de vue de l'État

iranien, la question est d'abord stratégique : Israël est une puissance militaire importante, et l'Iran ne peut se permettre d'être en position de faiblesse. Cette logique existait déjà sous le Shah. Prenons l'exemple du Hezbollah. On le présente comme un instrument de l'Iran, ce qui est vrai, mais réducteur. Car c'est aussi un acteur politique libanais, intégré au système politique du pays, et qui s'est constitué dans le contexte de l'occupation du sud du Liban par Israël. Il remplit une double fonction : outil d'influence pour l'Iran, mais aussi élément de dissuasion avancée. En soutenant le Hezbollah, l'Iran cherche à se protéger en éloignant le théâtre d'un éventuel affrontement. Lorsque cette capacité de dissuasion s'affaiblit, comme on l'a vu récemment, l'Iran se retrouve plus directement exposé. Si l'Iran agit aujourd'hui plus directement depuis son propre territoire, c'est aussi parce qu'il ne peut plus s'appuyer de la même manière sur ses relais extérieurs.

Dans cette stratégie, la dimension islamique est réelle, mais elle doit être mise en parallèle avec les logiques nationales et internationales. Les ingénieurs qui développent les missiles ou le nucléaire s'inscrivent dans une rationalité scientifique et stratégique, ouverte sur le monde. Comprendre l'Iran, c'est ajuster en permanence le curseur entre ces trois « i ».

Jean-Louis Bourlanges :

Je suis assez sensible à votre analyse sur l'armement nucléaire. J'ai toujours trouvé étrange l'idée selon laquelle Israël serait profondément menacé par l'Iran, indépendamment des déclarations très vigoureusement anti-sionistes des dirigeants iraniens, dès lors qu'Israël dispose d'un arsenal nucléaire considérable, lui permettant de détruire l'ensemble de l'Iran. Toutes les grandes villes pourraient être visées : la capacité de dissuasion israélienne est, de ce point de vue, extrêmement avantageuse.

Nous avons vécu en Europe occidentale sous la menace d'un empire soviétique doté de moyens colossaux, qui ne visait pas notre disparition mais notre

soumission. Nous avons néanmoins vécu avec cette menace, parce que nous disposions d'une garantie nucléaire américaine, et, en France, d'une dissuasion autonome voulue par le général de Gaulle. Cela n'a pas créé une atmosphère aussi terrifiante. Il y a donc, de la part d'Israël, une instrumentalisation de la menace qui ne correspond pas à l'ensemble de ses politiques passées, notamment à celles d'ltzhak Rabin, dont le projet était ouvert à la création d'une entité palestinienne.

Avec Netanyahou, la logique est différente : la sécurité d'Israël passe par la destruction de toute entité organisée qui ne lui serait pas acquise. Cela se traduit à Gaza par une stratégie de destruction sans reconstruction, au Liban par des frappes qui ne produisent pas de solution politique, en Irak par une désorganisation durable, et en Syrie par une logique comparable. Sur la question palestinienne, cela s'est traduit par le refus de voir émerger une autorité palestinienne crédible, ce qui a conduit à entretenir la division entre l'OLP et le Hamas.

On est donc face à une logique stratégique qui ne correspond pas au discours affiché. Dans ce contexte, je reviens à votre analyse des relations triangulaires entre les États-Unis, Israël et l'Iran. Vous suggérez qu'il existe un besoin de rétablir une relation entre les États-Unis et l'Iran, rompue brutalement en 1979. Mais Israël s'oppose à toute normalisation, qui ne serait pas conforme à ses intérêts, et intervient régulièrement pour l'empêcher, que ce soit en Irak ou dans les épisodes plus récents. Trump semble avoir évolué sur ce point, sous l'influence de certains de ses conseillers, revenant à l'idée qu'une forme de relation doit être rétablie, faute d'alternative.

Dans ce contexte, comment envisagez-vous la possibilité d'une normalisation entre les États-Unis et l'Iran ? Non pas dans ses résultats concrets, mais dans son architecture : comment une telle relation pourrait-elle se construire ?

Bernard Hourcade :

Par un « *regime change* » ... en Israël. La question centrale est bien celle des relations entre l'Iran et les États-Unis. La question d'Israël et des Palestiniens n'est pas prioritaire pour la société iranienne. L'Iranien moyen s'en préoccupe peu ; c'est un sujet lointain. Historiquement, la relation entre l'Iran et Israël ne relève pas d'une compétition directe. En revanche, Israël a instrumentalisé cette opposition en la plaçant au cœur de sa relation avec les États-Unis : « *mon ennemi, c'est l'Iran* ». Cela s'appuie à la fois sur les discours violemment anti-sionistes de certains responsables iraniens et sur la perception d'un danger structurel lié à la puissance de l'État iranien. Car au-delà du régime, c'est bien l'existence d'un grand État, doté de capacités scientifiques, technologiques et militaires, qui inquiète Israël. Même en cas de changement de régime, cette puissance demeurerait.

La clef réside donc dans la relation entre Israël et les États-Unis. Cela pose une question fondamentale : qui influence qui dans cette relation ? Les épisodes récents, notamment les échanges entre Netanyahu et Washington, illustrent cette ambiguïté. Les discours jouent ici un rôle déterminant, tout comme les événements violents, notamment les massacres, qui contribuent à construire l'image d'un Iran intrinsèquement dangereux. Ces violences traduisent aussi la faiblesse d'un régime : lorsqu'un pouvoir en arrive à ce niveau de répression, c'est qu'il n'a pas d'autre capacité d'action.

Dans ce contexte, la position américaine apparaît instable. Trump fait des rodomontades sur sa puissance militaire, mais il est faible : sans ligne stratégique claire, oscillant d'une position à l'autre. Face à cela, Israël développe une politique plus cohérente, mais engagée dans une dynamique qui peut lui coûter cher. De nombreux Israéliens s'inquiètent de la tournure actuelle des événements et des risques qu'elle comporte pour leur propre sécurité. Du point de vue iranien, la question d'Israël n'est pas centrale. Le pays est confronté à ses propres difficultés internes. L'objectif n'est pas de rayer Israël de la carte, mais plutôt de contenir son influence et de le maintenir dans un certain rapport de

forces.

Jean-Louis Bourlanges :

Je voulais simplement évoquer les bases possibles d'un accord, comme dirait M. Trump, entre l'Iran et les États-Unis. Il y a le détroit d'Ormuz, il y a la capacité de Trump à peser sur Israël, notamment sur l'opération au Liban. Et il y a le nucléaire, sur lequel les Iraniens ne devraient pas aller au-delà de ce qu'ils avaient accepté en 2015 avec le JCPOA (*Joint Comprehensive Plan of Action* : plan global d'action conjoint).

François Bujon de l'Estang :

Ce qui m'étonne, c'est la capacité de ce régime iranien, depuis près d'un demi-siècle, à se placer constamment en infraction avec le droit international, et à devenir infréquentable. L'épisode des 444 jours de détention des otages américains en est un exemple fondateur : dès l'origine, l'Iran se place dans une position indéfendable. Ce n'est d'ailleurs pas inédit dans son histoire. Dans « *La mort du Vazir-Moukhtar* » de Iouri Tynianov, on voit déjà, au XIXe siècle, une foule iranienne prendre d'assaut l'ambassade de Russie et tuer le chargé d'affaires, l'écrivain Alexandre Griboïedov. Cela annonce, d'une certaine manière, ce qui se produira un siècle plus tard avec les Américains.

Sur la question nucléaire, l'Iran ne se contente pas de proliférer : il le fait en violation d'un traité qu'il a signé. C'est un cas singulier. Et l'on pourrait multiplier les exemples de comportements similaires. Qu'est-ce qui pousse l'Iran à se placer ainsi en marge du consensus international ? Le détroit d'Ormuz en est une illustration récente. Le droit de la mer est pourtant clair : la liberté de circulation en haute mer est un principe fondamental, historiquement défendu, y compris par les États-Unis. Or l'Iran entend faire payer un passage dans ce détroit, comme si l'Espagne ou le Maroc exigeaient un péage à Gibraltar. On a donc le sentiment d'une politique systématiquement provocatrice, difficilement acceptable pour la

communauté internationale, qui conduit l'Iran à s'isoler de manière récurrente.

Bernard Hourcade :

La question se pose en effet. À l'origine, la révolution islamique n'était pas uniquement islamique : elle rassemblait des libéraux, des intellectuels, des nationalistes, des marxistes. Mais ces groupes étaient minoritaires. Lorsque les islamistes sont entrés en scène avec Khomeiny, ils ont servi de levier pour renverser le Shah. Pourtant, ces autres courants n'ont jamais disparu. Le tournant intervient en septembre 1980, lorsque l'Irak attaque l'Iran. Les jeunes militants révolutionnaires, futurs Gardiens de la révolution, souvent issus des milieux étudiants, partent combattre l'envahisseur. À ce moment-là, même le fils du Shah évoquait l'idée d'aller sur le front défendre la patrie. La guerre transforme profondément les équilibres : les islamistes radicaux deviennent des nationalistes. Khomeiny lui-même passe d'un discours où « l'islam est plus cher que la vie » à « la *patrie* est plus chère que la vie ». Ils s'approprient alors la dimension nationale.

Après la guerre, ces anciens combattants s'imposent. Il faut les récompenser : ils investissent l'économie, la police, la politique, deviennent députés, gouverneurs, préfets ... Ce ne sont pas les mollahs qui prennent le pouvoir concret, mais les Gardiens de la révolution. Ils récupèrent à la fois le « i » de l'Iran et celui de l'islam. Et ils s'approprient aussi la dimension internationale. Ce sont des gestionnaires efficaces. Les structures qu'ils contrôlent produisent des résultats : développement de missiles, mise en orbite de satellites, capacités industrielles complexes. Ils ont su mobiliser des ingénieurs, parfois éloignés de l'idéologie islamique, en invoquant la défense nationale. Ces programmes ne relèvent pas d'un bricolage artisanal, mais d'un appareil industriel véritablement sophistiqué. Il faut donc éviter de réduire l'Iran à son régime. Se focaliser uniquement sur la dimension islamique conduit à une vision tronquée. Dire cela ne signifie pas soutenir le régime, mais reconnaître la pluralité des dynamiques à l'œuvre. La

disparition du Guide constitue un tournant majeur. Avant même sa mort, il apparaissait comme un facteur de blocage. Beaucoup, au sein du système, considéraient qu'il empêchait toute évolution. Sa disparition ouvre des perspectives. Son fils ne dispose ni de son expérience ni de son autorité. Aucun successeur ne peut prétendre à une légitimité comparable. Le Guide concentrait un pouvoir exceptionnel, fondé sur une connaissance fine des acteurs — religieux, militaires, réseaux de corruption, Gardiens de la révolution. Ce pouvoir de contrôle disparaît avec lui. Désormais, le pouvoir réel revient aux Gardiens de la révolution, qui constituent l'élite de l'État iranien. Parmi eux, des figures comme Mohammad Ghalibaf illustrent cette évolution. Il dispose d'une légitimité électorale et d'un parcours singulier : engagement militaire précoce, responsabilités économiques, direction de la police, commandement dans l'aviation, fonctions de maire de Téhéran, ouverture à des partenariats internationaux, formation académique. Il cherche à articuler les différentes composantes du système : militaires, religieux, technocrates, élites économiques. Le départ du Guide change donc profondément la donne. Il permet d'envisager l'Iran autrement que sous le seul angle de la répression. Il faut analyser l'État iranien dans sa complexité. Aujourd'hui, ce n'est pas seulement le régime qui est en jeu, mais la nation elle-même. Le régime, pour l'instant, s'est restructuré. En revanche, l'État iranien — les 92 millions d'Iraniens — a été durement frappé par la guerre et se trouve profondément affaibli.

Béatrice Giblin :

Vous insistez beaucoup sur la nation iranienne et sur ce nationalisme profondément ancré, lié à une histoire millénaire et à l'un des plus anciens États au monde. Première question : si ce nationalisme était déjà central à l'époque du Shah — vous dites que le « I » de l'Iran dominait — pourquoi avoir signé le traité de non-prolifération ? Logiquement, l'Iran aurait pu ne pas le signer et poursuivre son programme sans cette contradiction apparente. C'est une première

interrogation.

Deuxième point : ce nationalisme coexiste avec des épisodes de répression très violents — 2009, 2022, 2026. Vous évoquez l'idée qu'il fallait que le régime apparaisse extrêmement brutal pour justifier certaines dynamiques internationales, mais il faut rester prudent. Les autorités iraniennes n'ont pas eu besoin d'être poussées pour réprimer atrocement (jusqu'à des dizaines de milliers de morts). On est bien face à une dictature qui agit aussi pour préserver ses propres intérêts, notamment économiques et financiers. Dès lors, comment sortir de cette situation ?

Bernard Hourcade :

Il est évident que les gens au pouvoir en Iran, comme dans n'importe quel pays, cherchent à conserver leur pouvoir, leur argent et tout ce qui va avec. En Iran, le système des doubles taux de change a permis des profits considérables : on achète des dollars à bas prix à la banque centrale, puis on les revend beaucoup plus cher (jusqu'à vingt fois plus). Depuis quarante ans, les sanctions économiques, dont la levée est un enjeu central des négociations actuelles, ont favorisé des fortunes colossales, les détournements d'argent et une corruption inimaginable. Cela crée aussi des divisions profondes au sein du système. Le Gardien de la révolution moyen ne vit pas comme les anciens généraux qui ont placé des milliards à Dubaï, à Londres, en France ou aux États-Unis : lui touche un salaire très faible et n'est pas satisfait, même s'il défend le régime.

Le régime est incontestablement une dictature, mais c'est une polydictature : plusieurs centres de pouvoir coexistent, et selon les moments, l'un l'emporte sur l'autre. Les divisions internes sont très fortes. À certains moments, l'Iran cherche à apparaître comme un État respectable, à négocier avec les États-Unis, à obtenir la levée des sanctions : c'est dans cette logique-là qu'il signe le traité de non-prolifération, pour montrer qu'il respecte le droit international. Mais, parallèlement, d'autres considèrent que ce traité les entrave et développent

clandestinement un programme nucléaire, non pas nécessairement pour détruire Israël, mais au nom de l'indépendance nationale.

Tout cela varie sans cesse. Le curseur entre mes trois « i » n'est jamais stable. Il faut donc regarder, à chaque moment, sur quelles forces il est possible de s'appuyer. Ce n'est pas seulement en dénonçant la dictature des mollahs et les massacres, qui sont bien réels, qu'on fera avancer les choses, mais en renforçant d'autres dynamiques.

L'élément décisif, pour les Iraniens, c'est l'économie. La crise est immense, le pillage colossal, aggravé par les sanctions et la mauvaise gestion interne. C'est pourquoi, dans les négociations actuelles, les Iraniens demandent avant tout la levée des sanctions. Cela ferait entrer immédiatement plusieurs dizaines de milliards dans les caisses de l'État et permettrait de relancer la machine. Pour libérer les femmes iraniennes, pour donner à la population les moyens de s'exprimer politiquement face à un régime à bout de course, il faut créer des marges de mouvement. Or, si l'on provoque une guerre, on crée mécaniquement une unité nationale. De ce point de vue, la guerre menée par Israël a renforcé la République islamique en donnant le pouvoir aux plus radicaux, désormais investis de la défense de la patrie. Leur légitimité s'en trouve accrue. Et c'est M. Ghalibaf qui négocie. Il faut donc rester nuancé, afin de permettre à l'Iran de retrouver un développement politique intérieur dans lequel tous les Iraniens puissent avoir droit à la parole.

Jean-Louis Bourlanges :

En vous écoutant, on distingue trois dynamiques à l'œuvre en Iran. D'abord, une volonté de modernisation, souvent portée par un nationalisme structurant, avec des profils technocratiques comme celui que vous avez décrit. Ensuite, une volonté de modération sur le plan international, c'est-à-dire le choix d'une relation rétablie avec les États-Unis. Enfin, une aspiration à davantage de liberté et à une moindre contrainte autoritaire.

La question est de savoir s'il existe une convergence entre ces trois dynamiques au sein d'une partie de la direction actuelle de l'Iran. Y a-t-il une conjonction possible entre modernisation, ouverture internationale et libéralisation politique ? Ou bien observe-t-on au contraire une dissociation, avec des acteurs modernisateurs qui restent en même temps porteurs d'un exercice autoritaire du pouvoir ?

Bernard Hourcade :

La question centrale, ce sont les divisions internes au régime. Un régime ne s'effondre par la tête, pas seulement sous pression extérieure : il faut aussi des dynamiques internes, des décisions prises au cœur du système. L'exemple de Louis XVI convoquant les États généraux montre bien comment un bouleversement peut venir de l'intérieur.

Aujourd'hui, la guerre a à la fois renforcé le régime et modifié ses équilibres. L'affaiblissement du clergé ouvre un espace aux Gardiens de la révolution. Mais au sein de ces derniers, les rivalités sont fortes. On voit émerger des figures comme Ghalibaf, mais aussi d'autres profils issus des appareils sécuritaires, notamment à la tête du Conseil suprême de sécurité nationale. Il y a donc une compétition réelle entre différentes lignes.

Parallèlement, le président de la République, un homme plutôt modéré, médecin, issu d'un milieu azéri, incarne une autre composante. Les Azéris jouent un rôle central dans la bourgeoisie iranienne — dans l'armée, l'université, le commerce — depuis longtemps. Or, dans ces milieux, le constat est largement partagé : la République islamique est à bout de souffle, mais il faut éviter une rupture violente. L'objectif est de trouver une issue pacifique.

On retrouve ici cette majorité silencieuse dont vous parliez en introduction : des acteurs intégrés au système, conscients du potentiel du pays, mais opposés à la guerre civile comme à un durcissement extrême. Le problème est l'absence de porte-parole capable d'incarner cette voie de transformation de l'intérieur.

Dans ce contexte, les équilibres sont instables. Le président actuel reste en place, ce qui n'est pas anodin. Quant à Ghalibaf, il a montré une capacité à naviguer entre les courants. Au Parlement, il s'appuie sur trois groupes : des islamistes radicaux, des réformateurs, et un bloc intermédiaire. Il cherche des compromis sans rompre avec aucun camp. L'exemple de la loi sur le voile est révélateur : affichée comme prioritaire, elle a été reléguée dans les faits, votée mais non appliquée. Cela illustre une gestion pragmatique des tensions. Il existe aussi une mémoire politique : celle des acteurs de la révolution de 1979 qui aspiraient à un Iran moderne, ouvert, démocratique, respectueux de l'islam mais non dominé par lui. Ces acteurs ont été marginalisés, mais leurs idées subsistent dans la société. Elles nourrissent encore des aspirations à un autre modèle. Ces attentes se tournent parfois vers des acteurs extérieurs perçus comme plus neutres — pays européens, puissances moyennes comme le Canada, l'Australie, le Brésil ou l'Afrique du Sud — susceptibles d'accompagner une évolution sans logique de confrontation. Des projets existent, comme celui d'une coopération régionale dans le Golfe persique pour garantir la sécurité et la libre circulation. Mais dans le contexte actuel de guerre, ces perspectives restent bloquées. Le conflit fige les positions et rend tout débat politique interne beaucoup plus difficile.